



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 146 – 4^{ème} trimestre 2010

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Méthodologie | 3 |
| 1. Synthèse du contexte international et européen | 5 |
| 2. Evolution conjoncturelle en Guyane | 6 |
| 3. Actualités du 4^{ème} trimestre 2010 et du 1^{er} trimestre 2011 | 11 |
| 4. L'enquête auprès des principaux établissements de crédit | 14 |
| 5. Les actifs financiers de la clientèle non financière | 15 |
| <i>Les avoirs des ménages</i> | 16 |
| <i>Les avoirs des entreprises</i> | 17 |
| 6. Les passifs financiers de la clientèle non financière | 18 |
| 6.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit | 18 |
| 6.2 Concours consentis par les établissements de crédit implantés localement | 19 |
| <i>L'endettement des ménages</i> | 20 |
| <i>L'endettement des entreprises</i> | 21 |
| 7. Risques sectoriels | 22 |
| 8. Rappel des taux | 24 |
| 8.1 Taux réglementés | 24 |
| 8.2 Evolution des principaux taux de marché | 24 |
| 8.3 Taux de l'usure | 24 |
| 9. Monnaie fiduciaire | 25 |
| 9.1 Emission mensuelle de billets euros | 25 |
| 9.2 Emission mensuelle de pièces euros | 25 |

Méthodologie

1) La modification des critères retenus pour différencier les établissements de crédits installés localement (ECIL) et non installés localement (ECNIL) et son incidence sur les statistiques monétaires.

Parallèlement à la réforme SURFI (réforme du système de reporting financier de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) intervenue le 30 juin 2010¹), une modification des critères présidant à l'attribution du statut d'établissement implanté localement est intervenue. Est considéré comme installé localement un établissement qui possède une représentation locale « significative », avec au moins un agent permanent localement. Il se différencie ainsi d'un établissement qui ne possède pas de représentation locale et qui intervient directement depuis la métropole. Suite à cette modification, trois établissements ont été rattachés aux ECIL en Guyane, il s'agit de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), de l'Agence Française de développement (AFD) et de la Casden BP.

La nouvelle répartition des établissements de crédit est désormais la suivante :

ECIL: AFD, BDAF, BFCAG, BNPPG, BRED BP, BRED Cofilease, CASDEN BP, CDC, CMAG, CRCAMMG, FCMAG, La Banque Postale, OSEO, SOFIAG, SOMAFI

ECNIL: BEI, CAFINEO, CFF, DEXIA CREDIT LOCAL, NATIXIS, NATIXIS FACTOR, NATIXIS FINANCEMENT, autres EC

Cette modification se traduit par une variation à la hausse des données financières concernant les ECIL (actifs et passifs financiers) présentées dans la présente publication.

Au niveau des actifs financiers, on observe une augmentation de près de 20 M€ des encours de dépôts.

Concernant les encours de crédit, l'élargissement du champ des ECIL (AFD, CDC et CASDEN BP) a pour effet une forte hausse des encours de l'ordre de 1 000 M€, essentiellement répartis sur les encours de crédit d'investissement des collectivités locales, de crédit à l'habitat des entreprises et des ménages.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés dont 7 Banques de détail et 2 Sociétés financières).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression (ou qu'une situation est en amélioration) et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement (ou qu'une situation est en dégradation).

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

¹ Depuis juin 2010, SURFI a succédé au système BAFI (base des agents financiers), en vigueur depuis 1993, entraînant un changement majeur du système de collecte et de reporting des informations auprès des établissements de crédit. Cette réforme vise notamment à simplifier et à rationaliser les reportings financiers destinés au superviseur bancaire.

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations privées, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale et les ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif aux Service des Ménages).

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (ECIL et ECNIL) puis les crédits accordés par les établissements de crédit implantés localement (ECIL).

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont-ils comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") alors que les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières", SNF).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et EI selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale ainsi que les ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif aux Service des Ménages). Les crédits octroyés aux collectivités locales sont présentés séparément de ceux des « autres agents » afin de permettre une meilleure lecture de l'évolution du financement de cette catégorie d'acteurs.

5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros² de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM (Départements et Collectivités d'Outre-mer). Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Seuls les encours mobilisés (les crédits à court terme (CT), les crédits à moyen-long terme (MLT) et les crédits-bails) sont pris en compte dans cette étude. Les encours mobilisables de hors-bilan ne sont pas répertoriés.

6) L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises concerne les principaux établissements bancaires intervenant sur ce type de crédit dans le département. Réalisée tous les semestres, cette enquête recense le taux moyen des découverts et des crédits à moyen et long termes offert par ces établissements de crédit à leurs clientèles.

² A compter du mois de janvier 2006.

1- Synthèse du contexte international et européen

La reprise économique mondiale continue de progresser mais demeure inégale, modérée en Europe et aux Etats-Unis, alors que des risques de surchauffe se développent dans les économies émergentes.

Révisée à la baisse, la croissance américaine affiche une progression de 2,8 % sur le quatrième trimestre 2010, marquée par un taux de chômage toujours élevé (8,9 % à fin février) et des indicateurs économiques qui s'améliorent lentement.

Dans la zone euro, le PIB connaît une évolution modérée (+ 0,3 % au dernier trimestre) et demeure fragilisé par la crise de la dette souveraine. De nouvelles tensions sont apparues sur les marchés obligataires à la suite de la dégradation de la notation de l'Espagne et de la Grèce par une agence de notation financière. Toutefois, la crise semble s'atténuer depuis l'adoption d'un Pacte pour l'euro visant à aider les pays de l'Union européenne en difficulté (renforcement du fond européen de stabilisation à 440 milliards d'euros). L'euro s'est nettement redressé par rapport au troisième trimestre 2010 et s'échangeait à plus de 1,38 dollar au début du mois de mars 2011.

En Asie, la situation économique du Japon est particulièrement préoccupante après le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire qui ont dévasté la côte pacifique au nord de Tokyo. La Banque centrale a injecté 15 000 milliards de yens (soit 131,6 milliards d'euros) dans treize banques des régions sinistrées. Enfin, dans un contexte de surchauffe économique ces dernières années, la Chine s'est fixée un objectif de croissance plus raisonnable (7% en moyenne par an) et plus qualitatif (réduction des inégalités) pour les cinq ans à venir.

La reprise économique mondiale et un contexte géopolitique particulièrement tendu dans les pays arabes ont conduit à une envolée des cours des matières premières et des prix alimentaires. Ainsi, le baril de pétrole a atteint un niveau record en dépassant la barre des 100 dollars à la fin du mois de février 2011. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise actuelle. Cela notamment vient d'inciter la BCE à relever son principal taux directeur de 25 points de base à compter du 13 avril prochain, à 1,25 %, alors que la FED le maintient dans une fourchette historiquement basse, comprise entre 0 % et 0,25 %.

Dans ce contexte économique, la plupart des grandes banques internationales ont affiché des résultats en redressement pour l'année 2010, en partie liés à la baisse significative du coût du risque. Les cinq premières banques françaises ont ainsi totalisé 21 milliards d'euros de profit. Toutefois, les prochaines normes réglementaires (Bâle III³) vont poser de nouvelles contraintes aux banques internationales, tant du point de vue de la solvabilité que de la liquidité, qui pourraient à court terme affecter leur rentabilité.

³ Transposition en droit national d'ici le 1^{er} janvier 2013.

2- Evolution conjoncturelle en Guyane

L'amélioration de l'activité économique perçue au trimestre précédent se confirme sur le dernier trimestre de l'année. A l'image de l'indicateur du climat des affaires qui renoue avec son niveau de longue période et la reprise progressive de la consommation des ménages, l'activité des établissements de crédits se redresse en fin d'année. Le marché du crédit, porté par la croissance soutenue du crédit à l'habitat, poursuit sa reprise ; dans le même temps, l'activité de collecte de dépôts s'accélère, notamment sur les dépôts à vue.

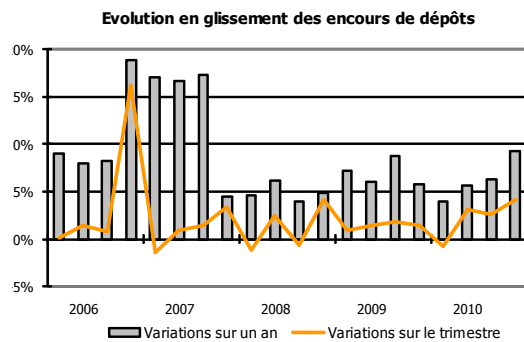
Sur le 4^{ème} trimestre 2010, les comportements financiers des agents économiques guyanais font ressortir :

- une forte croissance des dépôts à vue des entreprises
- une collecte atone pour le second trimestre consécutif sur l'assurance vie
- un rebond des crédits d'exploitation après un fort recul sur l'ensemble de l'année
- un marché du crédit à l'habitat des ménages toujours très dynamique

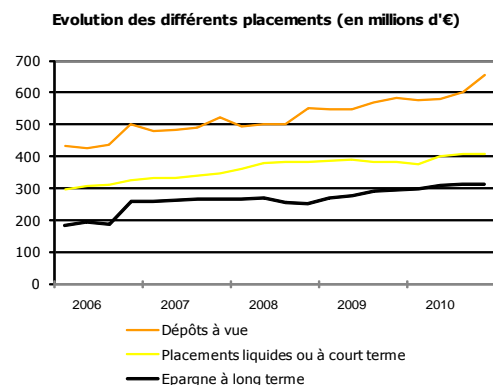
2.1 L'évolution des actifs financiers

Accélération de la croissance de l'activité de collecte au 4^{ème} trimestre 2010

En croissance continue depuis le second trimestre, l'encours des actifs financiers s'établit à fin décembre 2010 à 1 377 M€, en progression de 9,3 % sur un an. Le dernier trimestre de l'année marque une accélération du rythme de la collecte globale avec près de la moitié de la progression annuelle des encours réalisée sur le seul 4^{ème} trimestre (+ 4,2 %). Cette nette augmentation est essentiellement liée aux dépôts à vue (+ 9,1 % sur le trimestre) alors que l'épargne réglementée stagne (+ 0,2 %) et que les placements indexés sur les taux du marché poursuivent leur recul (- 1,8 %). L'épargne à long terme progresse modestement sur le trimestre de 0,6 %, impactée notamment par la collecte d'assurance vie qui demeure atone depuis le début du second semestre. A fin 2010, les ménages concentrent 66 % des encours de dépôts contre 23 % pour les sociétés non financières et 11 % pour les autres agents.

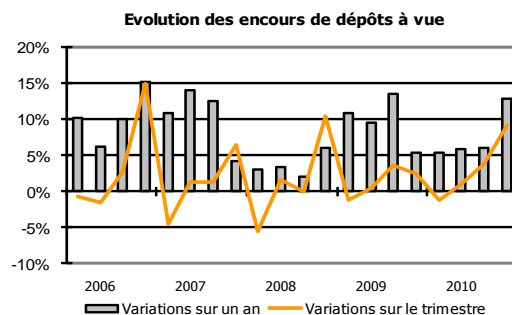


Source : IEDOM, données SURFI



Forte augmentation de l'encours des dépôts à vue

En hausse de 9,1 % sur le 4^{ème} trimestre, les encours de dépôts à vue progressent nettement sur un an (+ 12,8 %, + 74,5 M€ d'encours), pour s'établir à 656,4 M€ au 31 décembre 2010. Cette performance est près de deux fois supérieure à la croissance annuelle moyenne de 5,1 % observée au cours des trois dernières années. Au 31 décembre 2010, les ménages concentrent 47 % des encours des dépôts à vue, les entreprises 36 % et les autres agents 17 %.



Source : IEDOM, données SURFI

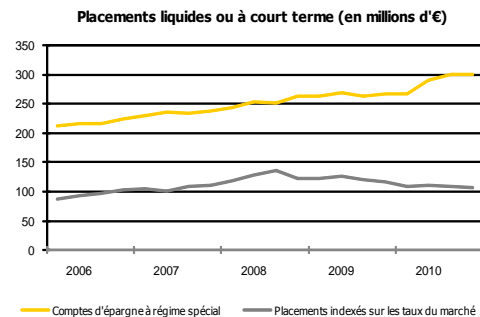
Cette forte hausse s'explique essentiellement par une excellente collecte au 4^{ème} trimestre sur le segment des **entreprises** (+ 16,2 %, + 32,9 M€ d'encours). Bien que le dernier trimestre de l'année soit habituellement marqué par un pic saisonnier sur les dépôts à vue du fait de bouclages d'opérations financières réalisées par les entreprises, cette augmentation peut s'expliquer aussi par un besoin accru de trésorerie dans un contexte de reprise de l'activité économique.

Malgré le versement de compléments de rémunération en fin d'année, l'encours de dépôts à vue des **ménages** ne progresse que timidement de 2,2 % sur le trimestre (contre 5 % en moyenne sur les trois premiers trimestres de l'année) mais demeure en nette augmentation sur un an à + 17,8 % (+ 46,9 M€ d'encours supplémentaires).

Stabilité des placements liquides ou à court terme

Après deux trimestres consécutifs de hausse, les encours des placements liquides ou à court terme se stabilisent au 4^{ème} trimestre (- 0,3 %) à 407,3 M€, mais restent bien orientés sur un an (+ 6,4 %).

Les comptes d'épargne à régime spécial restent stables sur le 4^{ème} trimestre (+ 0,2 %) pour une progression annuelle de 12,8 %. La tendance des ménages à se détourner progressivement de l'épargne de précaution au profit de dépenses de consommation semble se confirmer par la bonne orientation des importations de biens de consommation en fin d'année (+ 13 % en valeur sur un an).



Source : IEDOM, données SURFI

En attendant une éventuelle remontée des taux d'intérêt à court terme, toujours historiquement bas, **les placements indexés sur les taux du marché** reculent une nouvelle fois de 1,8 % au 4^{ème} trimestre (- 8,4 % sur un an) impactés par une accélération de la décollecte sur les OPCVM monétaires qui chutent de 10,8 % (- 6,9 M€) sur les 3 derniers mois (- 6,5 % sur un an). En revanche, la progression des encours des dépôts à terme (+ 4,4 % sur le trimestre) confirme la reprise amorcée au trimestre précédent, même si sur un an le recul demeure important (- 15,5 %, - 8,4 M€).

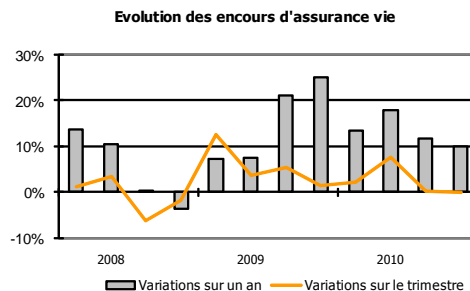
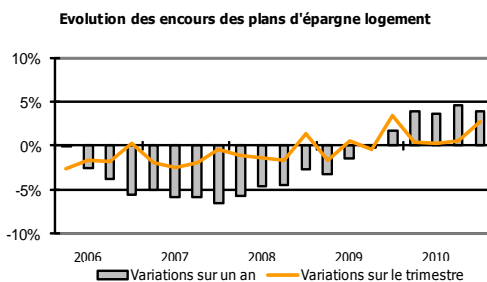
Tassement de la croissance de l'épargne à long terme

Bien orientée depuis le début de l'année, la croissance de l'épargne à long terme se stabilise au dernier trimestre (+ 0,6 %) pour une progression sur un an de 6 % à 313,3 M€ à fin 2010.

Malgré la hausse de 2,4 % de l'indice boursier de référence (CAC 40) sur le trimestre, l'encours des **portefeuilles en actions** n'augmente que de 0,6 % alors que dans le même temps celui **des obligations**, dont le taux de rendement moyen en 2010 est passé sous les 3 %, reculent de 2,5 % et que celui des **OPCVM non monétaires** régresse de 1,1 %.

Entamée fin 2009, la reprise de la collecte sur **les plans d'épargne logement** s'accroît au dernier trimestre 2010 avec une hausse significative de 2,7 % (+ 2,2 M€) pour une performance annuelle de 3,9 %, pouvant être expliquée par la constitution d'apports personnels pour de futurs projets immobiliers dans un département touché par la pénurie de logements.

Fortement concurrencée par la hausse du taux du livret A⁴ et pénalisée par la baisse régulière des taux de rendement des fonds euro, la collecte **d'assurance vie** reste atone pour le deuxième trimestre consécutif (stabilité des encours sur l'ensemble du second semestre). Sur un an, les encours progressent néanmoins de 10 % grâce aux bonnes performances sur le premier semestre.



Source : IEDOM, données SURFI

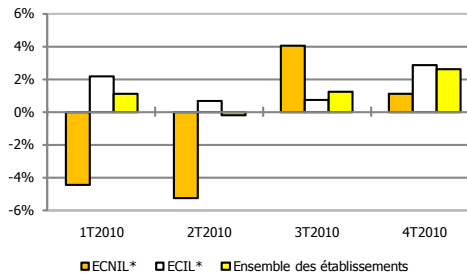
⁴ Le taux du livret A a été revalorisé de 0,5 point au 1^{er} Août 2010 passant de 1,25 % à 1,75 %.

2.2 L'évolution des passifs financiers

Poursuite de la reprise de l'activité de financement au 4^{ème} trimestre 2010.

Après un timide rebond au 3^{ème} trimestre, la progression des encours de crédits sains au dernier trimestre 2010 (+ 2,6 % en rythme trimestriel et + 4,7 % sur un an) confirme la reprise de l'activité de financement sur le département. Illustrée par la remontée de l'indicateur du climat des affaires (ICA) en fin d'année, la bonne orientation de la demande de crédits « efface » un début d'année plus difficile marqué par un fort ralentissement de l'activité économique. Cette reprise est principalement visible au niveau des ECIL dont l'encours progresse de 2,9 % contre seulement 1,1 % pour les ECNIL sur le 4^{ème} trimestre. Au 31 décembre 2010, les ECIL concentrent 86 % de l'encours sain du département.

Evolution trimestrielle de l'encours sain par type d'implantation



Source : IEDOM, données SURFI

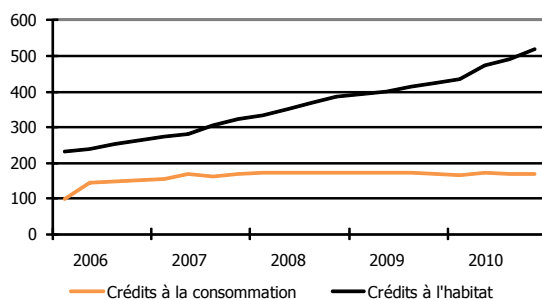
*ECNIL : établissements de crédit non implantés localement
*ECIL : établissements de crédit implantés localement

Sur un an, la part des ménages progresse de 3 points essentiellement aux dépens du segment des entreprises (-2 pts).

Le total des passifs financiers s'établit à 2 219,2 M€ d'encours sains au 31 décembre 2010 qui se répartissent à 51 % pour le financement des entreprises contre 31 % pour les ménages et 16,5 % pour les collectivités locales (le solde de 1,5 % concerne les autres agents⁵). Sur un an, la part des ménages progresse de 3 points essentiellement aux dépens du segment des entreprises (-2 pts).

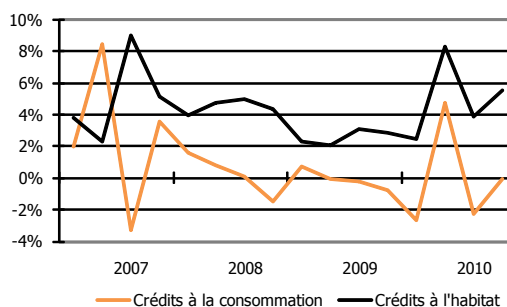
L'endettement global des **ménages**, toujours porté par les crédits à l'habitat, progresse de 4,1 % sur le trimestre à 687,8 M€. Compte tenu de la très forte demande de logements, accentuée par des taux historiquement bas et la fin annoncée début 2011 de certaines mesures de défiscalisation⁶, le financement de l'habitat progresse une nouvelle fois sur le trimestre de 5,5 %, pour une performance annuelle de 21,6 % (deux fois supérieure à celle observée à décembre 2009). Les encours de crédits à la consommation plafonnent pour leur part depuis plusieurs années à près de 170 M€. On peut relever, sur le trimestre toujours, la bonne orientation du financement par crédit-bail (+ 8,9 %) tandis que l'encours des comptes ordinaires débiteurs chute de 7,8 % grâce en partie au versement des rémunérations complémentaires en fin d'année, après avoir fortement progressé les trimestres précédents.

Encours de crédit en millions d'€



Source : IEDOM, données SURFI

Evolution en glissement trimestriel



La croissance des encours des crédits aux **entreprises** reste positive sur le dernier trimestre de l'année (+ 1,2 %) après le rebond amorcé au trimestre précédent. Sur un an, les encours restent quasiment stables (+ 0,5 % à 1 130 M€ au 31 décembre 2010) confirmant le ralentissement observé depuis le début 2009. Conséquence de la reprise de leur activité sur le second semestre, les entreprises ont eu davantage recours aux crédits d'exploitation au 4^{ème} trimestre (+ 2,5 %) afin de faire face aux besoins de trésorerie, comme en témoigne la nette progression des encours de crédits de trésorerie (+7,6 % sur le trimestre contre une chute globale de 22 % sur les deux trimestres précédents).

⁵ Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales, les administrations de sécurité sociale et les ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif aux Services des Ménages).

⁶ Notamment fin du dispositif de la loi Girardin.

Après un début d'année difficile impacté par des évènements locaux qui ont fortement ralenti l'activité, la reprise amorcée au second semestre n'a pas permis de redresser la croissance du financement de l'investissement dont les encours marquent un léger recul en évolution annuelle pour la première fois depuis cinq ans (- 0,9 % sur un an, - 0,4 % sur le trimestre). L'encours de crédits à l'habitat aux entreprises, en hausse de 2,1 % sur le trimestre, enregistre un ralentissement de son rythme de croissance annuelle (+ 3,2 % sur un an contre + 8,5 % en 2009).



Source : IEDOM, données SURFI

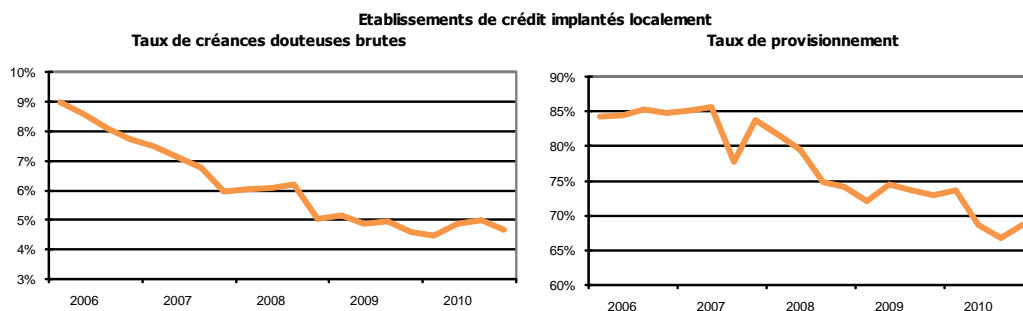
Les encours de crédits déclarés au Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France s'élevaient à 1 557,5 M€ au 31 décembre 2010, en hausse de 6,6 % sur un an. En détail, les secteurs de l'activité immobilière (hausse de 8 % des encours déclarés au SCR sur un an) et de l'administration publique (+ 18,3 %), qui concentrent 77 % des encours déclarés, sont les principaux moteurs de cette croissance. En revanche, le financement du secteur du BTP, dont le courant d'affaires se redresse pourtant à partir du second semestre (ventes de ciment en hausse de 3,5 % sur un an), reste déprimé (- 4,9 %) au même titre que les secteurs de l'industrie (- 9,6 %), des transports (-15,5 %) et du commerce (- 16,7 %). De plus, sur le 4^{ème} trimestre 2010, les secteurs du BTP et du commerce concentrent les trois quarts des Incidents de Paiement sur Effets (IPE) en valeur.

Les crédits aux **collectivités locales**, composés essentiellement de crédits d'équipement financés à 65 % par les établissements locaux, ont vu leur croissance s'essouffler significativement en 2010. Malgré une reprise sur les trois derniers mois de l'année (+ 2,1 % après - 3 % sur le troisième trimestre), le financement des collectivités locales a peu progressé en 2010 (+ 1,2 %) contre plus de 15 % les deux années précédentes.

2.3 L'évolution du taux de créances douteuses sur la place

Après une légère remontée amorcée à partir du second trimestre, le taux de créances douteuses brutes de la place recule au dernier trimestre 2010 de 0,3 point pour s'établir à 4,7 %⁷ au 31 décembre 2010.

Si l'ensemble des encours de créances douteuses nettes diminue sur le trimestre (- 5,1 % pour les entreprises, - 20,7 % pour les ménages), on observe sur un an une forte dégradation sur le marché des entreprises (+ 67,7 %⁸) contre une nette amélioration sur le marché des ménages (- 25,1 %). Pour sa part, le taux de provisionnement remonte de 1,9 point sur le trimestre pour s'établir à 68,7 % au 31 décembre 2010.



Source : IEDOM, données SURFI

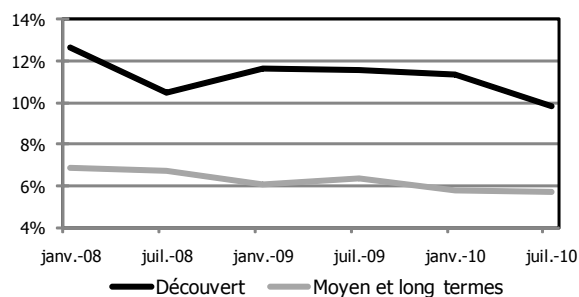
⁷ En tenant compte de l'ancien périmètre d'étude n'incluant pas les nouveaux ECIL, ce taux s'établit à 9,1 % au 31 décembre 2010.

⁸ Cette évolution sur le segment des entreprises résulte d'une mise en conformité avec les règles comptables en matière de créances douteuses (déclassement technique par effet de contagion), mais elle ne doit pas remettre en cause l'important travail d'assainissement des encours et la nette diminution du taux de créances douteuses de la place.

2.4 L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises

Suite aux mesures prises après la crise financière de 2008, la baisse des conditions de refinancement des banques, entamée en 2009, a conduit ces dernières à les répercuter sur les taux des crédits accordés à la clientèle et à réduire sensiblement le coût du crédit aussi bien en métropole que dans les DOM. Ainsi, la tendance baissière des taux se poursuit en 2010 sur le département avec un coût de crédit à moyen et long termes qui chute de 0,7 point entre juillet 2009 et juillet 2010 pour s'établir à 5,69 %. Pour sa part, le taux des découverts diminue plus fortement, de 1,69 point à 9,85 %, lors de la dernière enquête de juillet 2010, contre 11,54 % un an plus tôt.

Evolution des principaux taux de crédit aux entreprises de Guyane



| Taux moyen pondéré | janv-08 | juil-08 | janv-09 | juil-09 | janv-10 | juil-10 |
|----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Découvert | 12,66% | 10,50% | 11,62% | 11,54% | 11,38% | 9,85% |
| Moyen et long termes | 6,85% | 6,72% | 6,07% | 6,40% | 5,79% | 5,69% |

Source : IEDOM

2.5 Les tendances du 1^{er} trimestre 2011 et les prévisions des professionnels pour le 2^{ème} trimestre 2011

Les résultats de l'enquête de conjoncture trimestrielle menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de la place mettent en avant une conjoncture bancaire et financière marquée par un sentiment d'essoufflement général de leur activité au premier trimestre 2011, après une bonne fin d'année 2010, et par une concurrence de plus en plus présente de la métropole et des banques des Antilles. Davantage prononcé sur le marché des crédits que sur la collecte de dépôts, ce ralentissement ne devrait toutefois pas se poursuivre comme en témoigne l'optimisme général des dirigeants pour l'activité du second trimestre 2011. Malgré la détérioration du coût du risque et des charges d'exploitation, les indicateurs de rentabilité devraient s'améliorer au deuxième trimestre portés par une forte progression du PNB.

3- Actualités du 4^{ème} trimestre 2010 et du 1^{er} trimestre 2011

Comité de Bâle

Le Comité de Bâle a annoncé le 12 septembre 2010 un notable renforcement des exigences de fonds propres et entériné sans réserve les accords auxquels il était parvenu le 26 juillet 2010. Ces modifications, de même que l'adoption d'une norme de liquidité forment un élément essentiel du programme de réforme financière qui a été présenté au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20, à Séoul, en novembre dernier.

Fonds de garantie des dépôts

Ont été publiés au J.O du 1^{er} octobre 2010, les arrêtés du 29 septembre 2010 du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi relatifs : - au niveau de garantie et au délai de remboursement du Fonds de garantie de dépôts (relèvement de 70 000 à 100 000 € de la garantie de dépôts par client et réduction à 20 jours ouvrables au lieu de 8 mois des délais de remboursement des déposants en cas de défaillance d'une banque) ; - à l'appel de cotisations exceptionnelles au Fonds de garantie des dépôts (270 M€).

Loi de régulation bancaire et financière

La loi de régulation bancaire et financière a été publiée le 23 octobre 2010. Elle a pour but de mettre en œuvre au niveau national les décisions prises par le G20. Parmi les mesures, on peut citer l'encadrement des ventes à découvert, la régulation des marchés dérivés, le contrôle des agences de notation, le renforcement du contrôle du secteur financier et de la sécurité des consommateurs de produits financiers et enfin, l'encadrement de la rémunération des opérateurs de marchés et des frais bancaires.

Traitement du surendettement

Le décret n° 2010-1304 du 29 octobre 2010 et l'arrêté du 26 octobre 2010 parachèvent le dispositif de traitement du surendettement et du Fichier des incidents de crédits des particuliers (FICP) qui est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2010.

La réforme en matière de surendettement a pour objet principal d'accélérer et de déjudiciariser les procédures de surendettement. Le rôle des commissions de surendettement se voit ainsi étendu notamment dans le cadre des procédures de redressement personnel où dans environ 95 % des cas, il appartiendra à la commission de recommander l'effacement des dettes sous le contrôle du juge. Par ailleurs, la commission pourra imposer des mesures ne touchant pas au capital de la dette (rééchelonnement, réduction de taux d'intérêt, report ou suspension d'exigibilité) qui deviendront exécutoires sans même que le juge n'intervienne. Enfin, la durée maximale des plans de surendettement est abaissée de 10 ans à 8 ans.

Corrélativement, les durées d'inscription au FICP sont réduites : en principe conservée pendant toute la durée d'exécution du plan de surendettement soit 8 ans au maximum, une inscription au FICP pourra être réduite à 5 ans si le débiteur exécute les mesures entérinées par la commission sans incident durant cette période. En cas de procédure de rétablissement personnel, la durée de l'inscription au FICP est également ramenée de 8 ans à 5 ans.

Prélèvement SEPA

Depuis le 1^{er} novembre 2010, la plupart des banques en France et en Europe proposent à leurs clients le prélèvement SEPA. Ce nouveau service permet un mode de prélèvement identique dans tous les pays de l'espace européen SEPA.

Le mini-guide bancaire n° 37 édité par la Fédération bancaire française (FBF) à l'attention de usagers est disponible sur : <http://www.lesclesdelabanque.com>

Nouvelles plaquettes tarifaires

En 2011, les banques mettront à la disposition de leurs clients une nouvelle génération de plaquettes tarifaires comprenant un sommaire-type commun à l'ensemble de la profession et un extrait standardisé des tarifs de 10 produits ou services courants. Ces nouvelles présentations des plaquettes tarifaires résultent de l'engagement pris dans le cadre du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) par les représentants des banques françaises le 21 septembre 2010 afin de renforcer la transparence des tarifs bancaires.

Cet engagement s'est traduit par une norme professionnelle de la Fédération bancaire française (FBF) de présentation de ces plaquettes tarifaires. Selon cette norme professionnelle, l'extrait standardisé comprend les tarifs des services suivants :

- l'abonnement permettant de gérer ses comptes sur l'Internet,
- le produit offrant des alertes sur la situation du compte par SMS,
- la carte de paiement internationale à débit immédiat,
- la carte de paiement à débit différé,
- la carte de paiement à autorisation systématique,
- le retrait en euros d'un distributeur automatique de billets d'un autre établissement de la zone euro avec une carte de paiement internationale,
- le virement SEPA occasionnel externe de la zone euro,
- les frais de prélèvement,
- la commission d'intervention,
- l'assurance perte ou vol de moyens de paiement.

Pour les plaquettes diffusées dans les DOM, la liste est complétée par les frais annuels de tenue de compte.

Cette norme s'appliquera aux plaquettes dont les tarifs entreront en vigueur le 1^{er} avril 2011.

Supervision financière dans l'Union européenne (UE) : un nouveau dispositif

La Commission européenne, le Parlement et le Conseil se sont accordés sur le nouveau dispositif de supervision des banques, des assurances et des marchés financiers européens. Cet accord concrétise au niveau européen l'engagement pris par le G20 de réformer la supervision financière. La nouvelle architecture de supervision comprendra le Comité européen du risque systémique (CERS) et le Système européen de surveillance financière (SESF) qui est composé des trois autorités européennes de surveillance du secteur financier : l'Autorité bancaire européenne, l'Autorité européenne des assurances et l'Autorité européenne des marchés financiers. Le CERS est chargé d'assurer une surveillance macro-prudentielle et de veiller à la solidité de l'ensemble du système financier à échelle communautaire en détectant et en prévenant les risques pouvant peser sur la stabilité financière dans l'UE et d'émettre des alertes afin que des mesures soient rapidement prises lorsque c'est nécessaire. Ces nouvelles autorités sont entrées en fonction le 1er janvier 2011.

Réforme du taux d'intérêt du Plan d'épargne logement

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a signé, le 25 janvier 2011, un arrêté modifiant le taux d'intérêt du Plan d'épargne logement (PEL) avec :

- une rémunération plus attractive : pour les PEL ouverts à compter du 1^{er} mars 2011, le taux d'intérêt sera révisé chaque année, selon une formule reposant sur des taux swap, calculé par la Banque de France, le taux est indexé sur la situation économique avec un taux plancher à 2,5 % ;
- une fiscalité plus lisible : les prélèvements sociaux seront débités chaque année et non plus au moment de la clôture du PEL ou au 10^{ème} anniversaire ;
- une prise en compte des impacts environnementaux : la prime d'Etat qui est versée aux épargnants qui souscrivent un prêt immobilier en sortie de PEL sera modulée selon l'impact environnemental : 1 525 € pour les logements verts, 1 000 € pour les autres.

La réforme ne s'applique pas aux anciens plans dont le taux est fixé à 2,5 % depuis août 2003.

Le décret n° 2011-209 du 25 février 2011 ainsi que les deux arrêtés d'application du nouveau PEL ont été publiés au J.O. du 26 février 2011.

Relèvement du taux du livret A

Les nouveaux taux de l'épargne réglementée à compter du 1^{er} février 2011 ont été publiés au J.O. du 26 janvier 2011. Le taux du livret A et celui du livret de développement durable (LDD) sont relevés à 2 %, ainsi que le taux des comptes spéciaux du Crédit Mutuel. Le taux de livret d'épargne populaire est fixé à 2,5 %, celui des livrets d'épargne entreprise à 1,5 %. Le taux des comptes d'épargne logement (hors prime d'état) reste inchangé à 1,25 %.

Nouvelle convention AERAS

La convention AERAS révisée (s'assurer et emprunter avec un risque de santé aggravé) a été signée le 1^{er} février 2011 à Bercy en présence des Ministres de l'Economie, de la Santé, de la Solidarité et de la Cohésion sociale, des représentants des établissements de crédit, des assureurs et des associations de malades.

Ce texte vise à améliorer la convention de 2007. A partir du 1^{er} septembre 2011, les assureurs proposeront un nouveau produit destiné à mieux couvrir les personnes souffrant de pathologies aggravées. Les nouvelles avancées concernent : la création d'un groupe de travail mixte chargé de dresser un inventaire des pathologies, un diagnostic sur les probabilités de décès et de rechute, l'harmonisation à partir de 2012 de la terminologie des questionnaires de santé, la mise en place de nouveaux mécanismes pour faciliter l'accès à la propriété des jeunes à revenus modestes souffrant d'une pathologie reconnue, la suppression des questionnaires de santé pour les crédits à la consommation de moins de 4 ans et pour les emprunteurs de moins de 50 ans (si le montant du crédit est inférieur à 17 000 €).

Réforme du crédit à la consommation

- *Donner le choix aux consommateurs entre crédit amortissable et crédit renouvelable, Renforcer les sécurités à l'entrée du crédit*

Le décret n° 2010-1462 du 30 novembre 2010 fixant les seuils nécessaires à l'application des articles 6 et 11 de la loi n° 2010-737 du 1^{er} juillet 2010 a été publié au J.O. du 2 décembre 2010.

Le décret fixe :

- un seuil à 1 000 euros à partir duquel les vendeurs en magasin auront l'obligation de proposer aux consommateurs le choix entre crédit amortissable et crédit renouvelable ;
- un montant de 3 000 euros à partir duquel des justificatifs devront être produits par l'emprunteur pour remplir la fiche de dialogue comprenant des informations relatives à l'endettement et au revenu du consommateur ;
- le montant de remboursement anticipé à partir duquel des indemnités de remboursement anticipé peuvent être réclamés par le prêteur à l'emprunteur ; le décret fixe ce montant à 10 000 euros sur douze mois.

- *Interdire les cadeaux excessifs offerts à l'occasion d'un crédit*

L'arrêté du 30 novembre 2010, publié au J.O. du 2 décembre 2010, plafonne à 80 euros le montant des cadeaux offerts lors de la souscription d'un crédit à la consommation.

Ces mesures entreront en application le 1^{er} mai 2011.

- *Renforcer l'information et la liberté de choix du consommateur ; rendre plus lisibles les contrats de crédit à la consommation*

Le décret n° 2011-136 du 1^{er} février 2011 relatif à l'information précontractuelle et aux conditions contractuelles en matière de crédit à la consommation a été publié au J.O. du 3 février 2011.

- *Un taux annuel effectif global exprimant le véritable coût du crédit*

Le décret n° 2011-135 du 1^{er} février 2011 relatif aux modalités de calcul du taux effectif global a été publié au J.O. du 3 février 2011.

Publication du rapport annuel de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP)

Le rapport est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/acp/publications/documents/2009-rapport-annuel-de-l-autorite-de-contrôle-prudentiel.pdf>

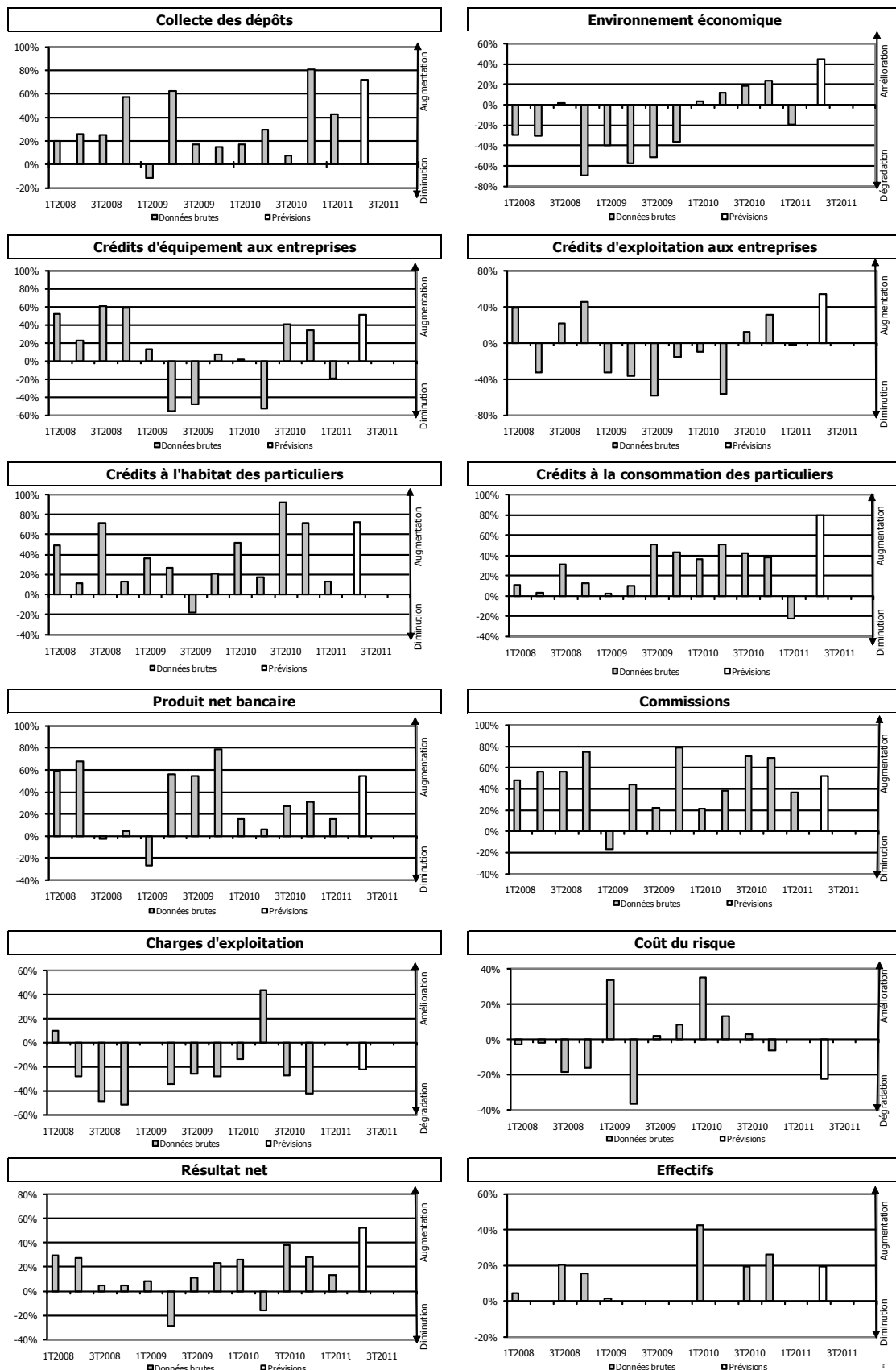
Bilan de la médiation bancaire pour l'exercice 2009

Le rapport est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/institut/telecharger/services/BILAN-DE-LA-MEDIATION-BANCAIRE-2009.pdf>

4- L'enquête auprès des principaux Etablissements de Crédit

Soldes d'opinions des dirigeants

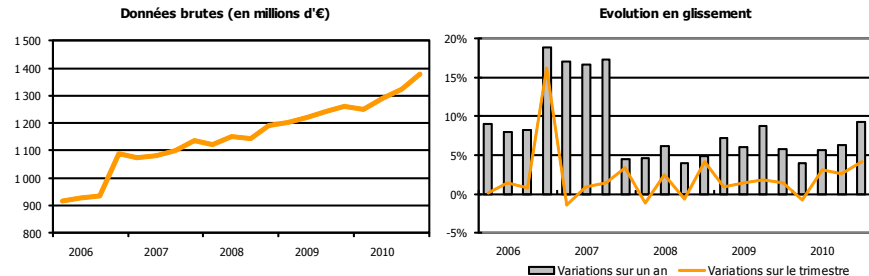


Etablissements enquêtés : Banque postale, BFCAG, BNPPG, BRED BP, CRCAMMG, FCMAG, CMAG, SOMAFI

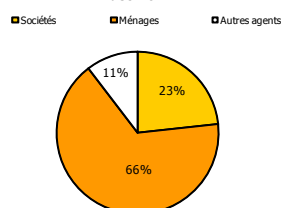
5- Les actifs financiers de la clientèle non financière

| | Montants en millions d'euros | | | | | | | | Variations | |
|---|------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|
| | déc-06 | déc-07 | déc-08 | déc-09 | mars-10 | juin-10 | sept-10 | déc-10 | 1 an | 1 trim. |
| Sociétés non financières | 247,1 | 256,2 | 270,5 | 293,6 | 285,0 | 283,5 | 296,0 | 320,5 | 9,2% | 8,3% |
| Dépôts à vue | 195,2 | 198,8 | 205,5 | 218,6 | 217,1 | 196,1 | 202,9 | 235,8 | 7,9% | 16,2% |
| Placements liquides ou à court terme | 42,3 | 53,1 | 61,8 | 69,8 | 62,9 | 81,0 | 85,9 | 79,3 | 13,7% | -7,7% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 0,5 | 0,4 | 0,3 | 0,5 | 0,7 | 19,3 | 25,3 | 23,5 | n.s. | -6,9% |
| Placements indexés sur les taux de marché | 41,8 | 52,7 | 61,5 | 69,2 | 62,3 | 61,7 | 60,6 | 55,8 | -19,4% | -8,0% |
| Comptes à terme | 23,7 | 21,7 | 27,9 | 26,3 | 20,9 | 14,8 | 16,6 | 17,6 | -33,2% | 5,7% |
| OPCVM monétaires | 14,8 | 28,3 | 32,1 | 41,6 | 40,4 | 45,9 | 43,0 | 34,2 | -17,6% | -20,4% |
| Certificats de dépôt | 3,3 | 2,7 | 1,4 | 1,4 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 4,0 | n.s. | n.s. |
| Epargne à long terme | 9,5 | 4,3 | 3,3 | 5,3 | 5,0 | 6,4 | 7,2 | 5,4 | 2,8% | -24,0% |
| dont OPCVM non monétaires | 9,2 | 4,0 | 3,0 | 3,1 | 2,8 | 4,0 | 4,7 | 3,5 | 14,3% | -25,6% |
| Ménages | 745,8 | 775,8 | 802,0 | 843,1 | 851,7 | 896,4 | 903,3 | 913,5 | 8,4% | 1,1% |
| Dépôts à vue | 231,7 | 242,6 | 253,4 | 263,2 | 266,7 | 297,3 | 303,4 | 310,1 | 17,8% | 2,2% |
| Placements liquides ou à court terme | 266,0 | 273,4 | 300,2 | 291,4 | 292,9 | 299,6 | 297,1 | 298,7 | 2,5% | 0,6% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 217,4 | 231,7 | 256,0 | 256,9 | 258,3 | 262,0 | 260,8 | 265,0 | 3,1% | 1,6% |
| Livrets ordinaires | 67,2 | 72,0 | 78,7 | 81,5 | 81,7 | 83,1 | 83,0 | 83,3 | 2,2% | 0,4% |
| Livrets A et bleus | 97,3 | 104,0 | 117,7 | 122,2 | 125,1 | 127,1 | 126,6 | 129,8 | 6,2% | 2,5% |
| Livrets jeunes | 4,2 | 4,4 | 4,7 | 2,7 | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 2,6 | -5,0% | 2,5% |
| Livrets d'épargne populaire | 15,5 | 15,9 | 15,9 | 10,7 | 9,2 | 9,2 | 9,0 | 9,1 | -15,1% | 0,5% |
| Livrets de développement durable | 8,0 | 10,6 | 14,0 | 14,7 | 14,9 | 14,9 | 14,8 | 15,3 | 3,7% | 2,9% |
| Comptes d'épargne logement | 25,1 | 24,7 | 24,8 | 25,1 | 24,9 | 25,2 | 24,8 | 25,0 | -0,5% | 0,7% |
| Placements indexés sur les taux de marché | 48,7 | 41,7 | 44,2 | 34,5 | 34,6 | 37,6 | 36,3 | 33,7 | -2,2% | -7,0% |
| Comptes créditeurs à terme | 32,2 | 28,3 | 31,3 | 21,2 | 20,6 | 20,5 | 19,7 | 20,1 | -5,2% | 2,2% |
| Bons de caisse | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | - |
| OPCVM monétaires | 16,4 | 13,4 | 12,9 | 13,3 | 14,1 | 17,1 | 16,6 | 13,6 | -2,5% | -18,0% |
| Epargne à long terme | 248,1 | 259,8 | 248,3 | 288,5 | 292,1 | 299,5 | 302,8 | 304,6 | 5,6% | 0,6% |
| Plans d'épargne logement | 85,8 | 80,2 | 78,1 | 79,5 | 79,8 | 80,0 | 80,4 | 82,6 | 3,9% | 2,7% |
| Plans d'épargne populaire | 8,1 | 7,2 | 6,7 | 6,1 | 6,0 | 5,9 | 5,9 | 5,9 | -3,6% | -0,8% |
| Autres comptes d'épargne | 0,7 | 1,2 | 1,1 | 1,0 | 1,1 | 0,9 | 0,9 | 0,8 | -19,1% | -1,2% |
| Portefeuille-titres | 13,0 | 12,0 | 11,0 | 15,4 | 15,1 | 14,1 | 15,8 | 15,8 | 2,4% | -0,2% |
| OPCVM non-monétaires | 18,8 | 19,9 | 17,4 | 19,1 | 18,9 | 14,7 | 15,6 | 15,4 | -19,1% | -1,5% |
| Contrats d'assurance-vie | 121,6 | 139,2 | 133,9 | 167,4 | 171,1 | 184,1 | 184,2 | 184,2 | 10,0% | 0,0% |
| Autres agents | 94,6 | 104,0 | 118,6 | 123,6 | 113,5 | 108,9 | 122,4 | 143,0 | 15,7% | 16,9% |
| Dépôts à vue | 74,0 | 80,0 | 93,5 | 100,1 | 91,0 | 86,6 | 95,2 | 110,5 | 10,4% | 16,1% |
| Placements liquides ou à court terme | 18,6 | 22,1 | 23,3 | 21,8 | 20,7 | 20,4 | 25,6 | 29,3 | 34,5% | 14,5% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 5,5 | 5,4 | 6,2 | 9,1 | 8,9 | 8,5 | 13,9 | 12,1 | 34,2% | -12,5% |
| Placements indexés sur les taux de marché | 13,1 | 16,6 | 17,1 | 12,7 | 11,8 | 11,9 | 11,7 | 17,1 | 34,7% | 46,7% |
| dont Comptes créditeurs à terme | 6,9 | 6,8 | 7,5 | 6,9 | 6,6 | 7,2 | 7,7 | 8,3 | 20,3% | 7,0% |
| Epargne à long terme | 2,0 | 1,9 | 1,7 | 1,8 | 1,8 | 1,9 | 1,6 | 3,2 | 81,6% | 102,7% |
| Total actifs financiers | 1 087,4 | 1 136,0 | 1 191,1 | 1 260,4 | 1 250,2 | 1 288,8 | 1 321,6 | 1 377,0 | 9,3% | 4,2% |
| Dépôts à vue | 500,9 | 521,4 | 552,4 | 581,9 | 574,8 | 580,0 | 601,5 | 656,4 | 12,8% | 9,1% |
| Placements liquides ou à court terme | 327,0 | 348,6 | 385,3 | 382,9 | 376,5 | 401,0 | 408,5 | 407,3 | 6,4% | -0,3% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 223,4 | 237,5 | 262,6 | 266,5 | 267,9 | 289,8 | 300,0 | 300,7 | 12,8% | 0,2% |
| Livrets ordinaires | 71,7 | 76,4 | 83,4 | 87,4 | 87,3 | 88,7 | 94,0 | 92,5 | 5,9% | -1,6% |
| Livrets A et bleus | 98,1 | 104,8 | 118,7 | 125,2 | 128,4 | 149,2 | 154,7 | 156,2 | 24,7% | 1,0% |
| Livrets jeunes | 4,2 | 4,4 | 4,7 | 2,7 | 2,5 | 2,5 | 2,5 | 2,6 | -4,9% | 2,5% |
| Livrets d'épargne populaire | 15,5 | 15,9 | 15,9 | 10,7 | 9,2 | 9,2 | 9,0 | 9,1 | -15,0% | 0,5% |
| Livrets de développement durable | 8,0 | 10,6 | 14,0 | 14,7 | 14,9 | 15,0 | 14,9 | 15,3 | 3,8% | 2,9% |
| Comptes d'épargne logement | 25,1 | 24,7 | 24,8 | 25,1 | 24,9 | 25,2 | 24,9 | 25,0 | -0,4% | 0,7% |
| Placements indexés sur les taux de marché | 103,6 | 111,1 | 122,8 | 116,4 | 108,7 | 111,2 | 108,6 | 106,6 | -8,4% | -1,8% |
| Dépôts à terme | 62,8 | 56,7 | 66,7 | 54,3 | 48,1 | 42,5 | 44,0 | 45,9 | -15,5% | 4,4% |
| Bons de caisse | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | - |
| Titres de créances négociables | 3,3 | 2,7 | 1,4 | 1,4 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 4,0 | n.s. | n.s. |
| OPCVM monétaires | 37,4 | 51,6 | 54,6 | 60,7 | 59,6 | 67,6 | 63,6 | 56,7 | -6,5% | -10,8% |
| Epargne à long terme | 259,6 | 266,0 | 253,3 | 295,5 | 299,0 | 307,8 | 311,6 | 313,3 | 6,0% | 0,6% |
| Plans d'épargne logement | 85,8 | 80,2 | 78,1 | 79,5 | 79,8 | 80,0 | 80,4 | 82,6 | 3,9% | 2,7% |
| Plans d'épargne populaire | 8,1 | 7,2 | 6,7 | 6,1 | 6,0 | 5,9 | 5,9 | 5,9 | -3,5% | -0,8% |
| Autres comptes d'épargne | 0,7 | 1,2 | 1,1 | 1,0 | 1,1 | 0,9 | 0,9 | 0,8 | -19,1% | -1,2% |
| Actions | 10,4 | 9,8 | 8,0 | 10,9 | 10,5 | 9,3 | 11,3 | 11,4 | 4,9% | 0,6% |
| Obligations | 3,6 | 3,2 | 4,0 | 7,4 | 7,5 | 7,9 | 7,3 | 7,1 | -3,5% | -2,5% |
| OPCVM non monétaires | 29,3 | 25,1 | 21,5 | 23,3 | 22,9 | 19,9 | 21,6 | 21,3 | -8,5% | -1,1% |
| Contrats d'assurance-vie | 121,6 | 139,2 | 133,9 | 167,4 | 171,1 | 184,1 | 184,2 | 184,2 | 10,0% | 0,0% |

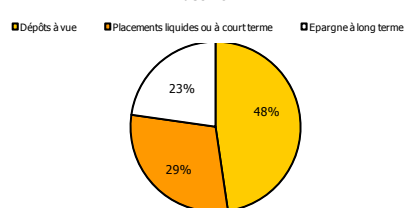
Ensemble des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par agent économique déc-10



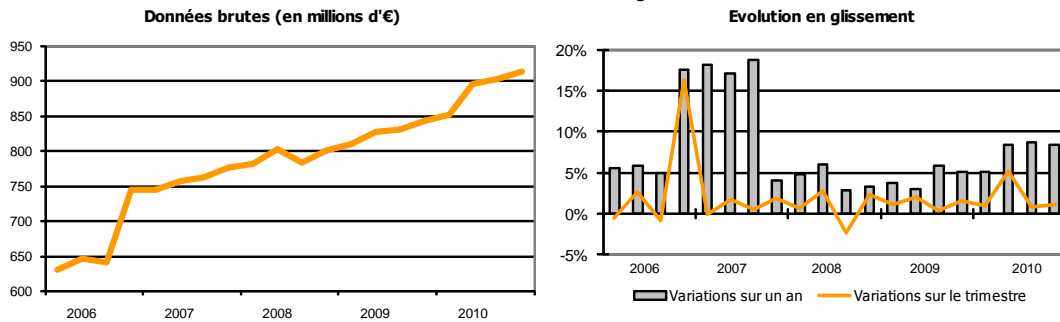
Répartition des actifs financiers par nature déc-10



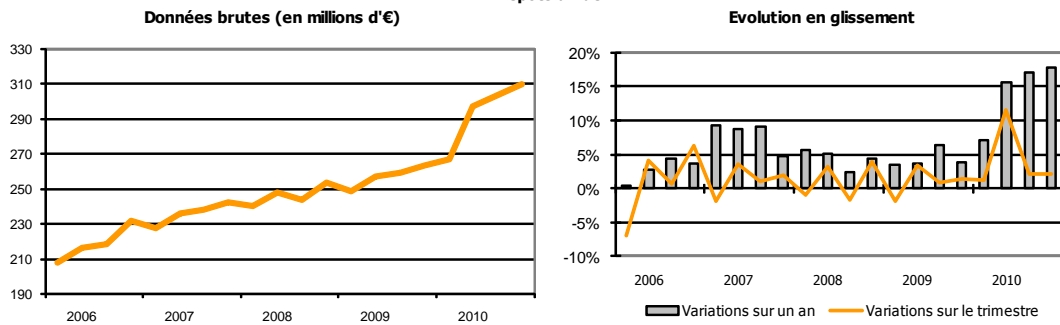
Source : IEDOM, données SURFI

Les avoirs des ménages

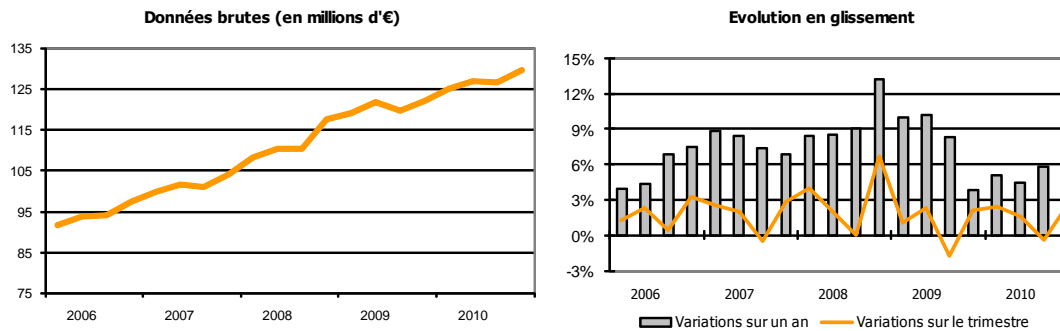
Ensemble des actifs ménages



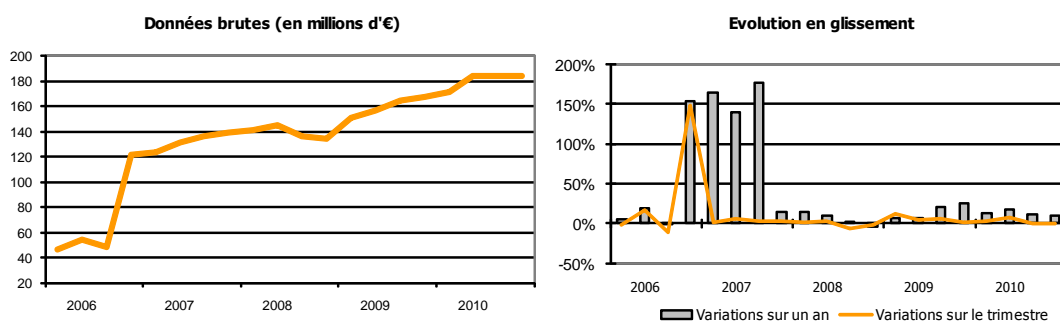
Dépôts à vue



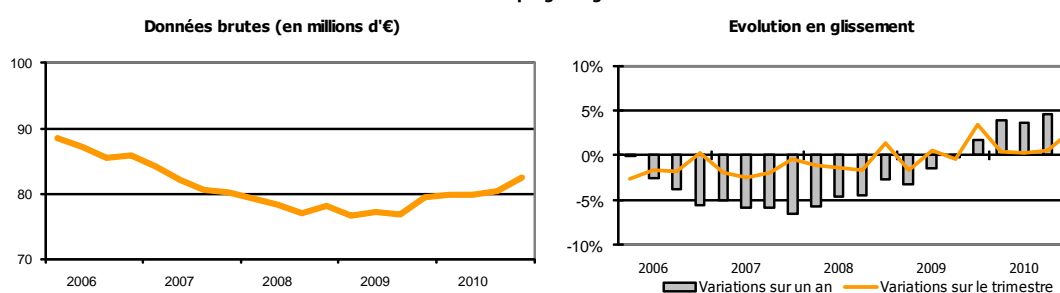
Livrets A et bleus



Contrats d'assurance-vie



Plans d'épargne logement

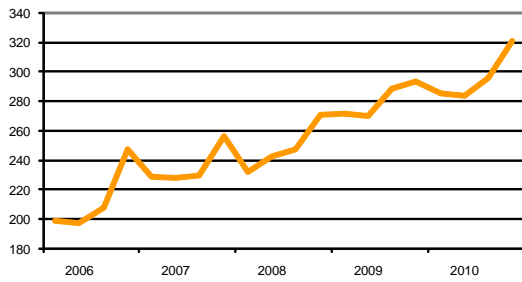


Source : IEDOM, données SURFI

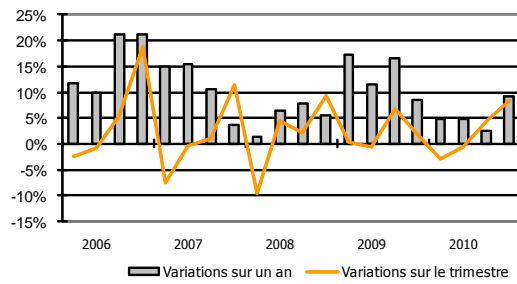
Les avoirs des entreprises

Ensemble des actifs sociétés non financières

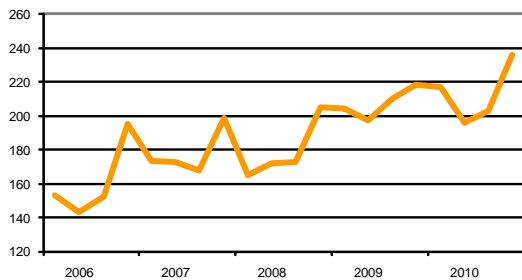
Données brutes (en millions d'€)



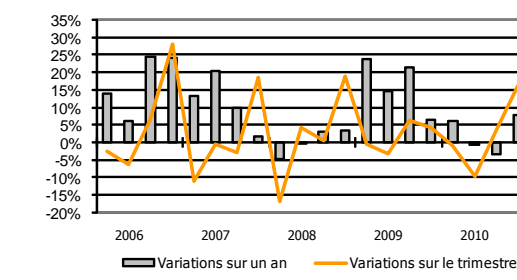
Evolution en glissement



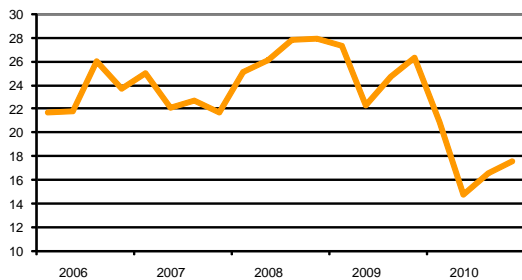
Données brutes (en millions d'€)



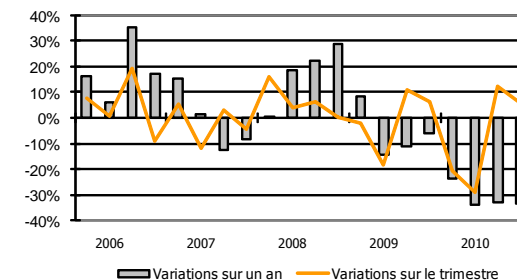
Evolution en glissement



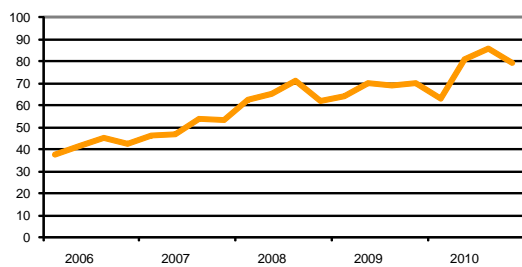
Données brutes (en millions d'€)



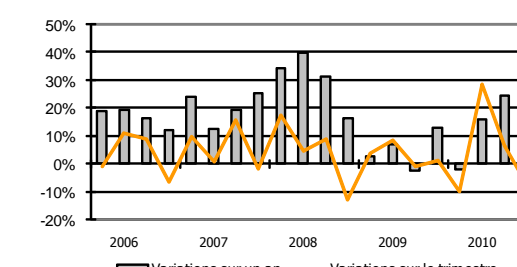
Evolution en glissement



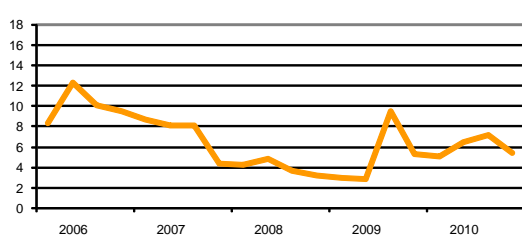
Données brutes (en millions d'€)



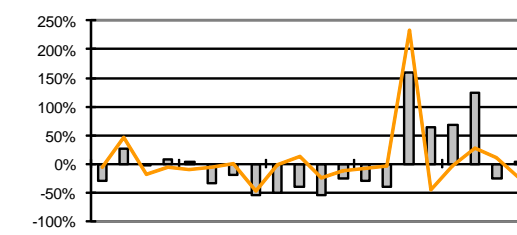
Evolution en glissement



Données brutes (en millions d'€)



Evolution en glissement



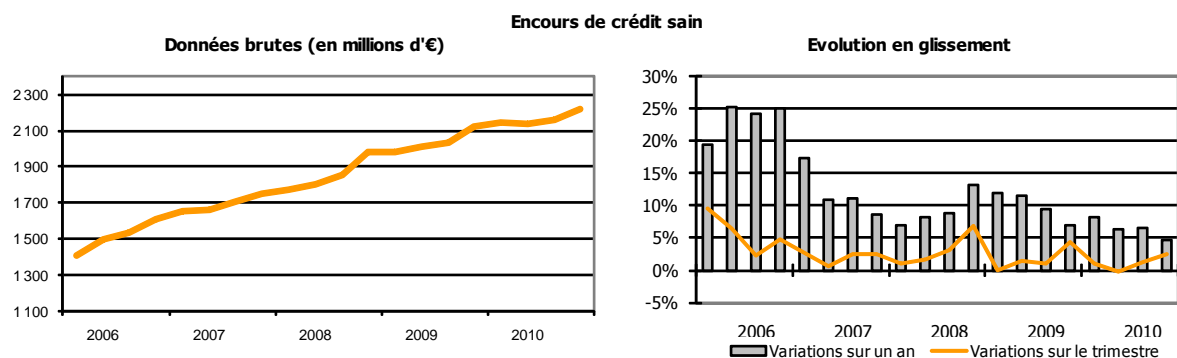
Source : IEDOM, données SURFI

6- Les passifs financiers de la clientèle non financière

6-1 Les concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

| | Montant en millions d'euros | | | | | | | | Variations | |
|---------------------------------------|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| | déc-06 | déc-07 | déc-08 | déc-09 | mars-10 | juin-10 | sept-10 | déc-10 | 1 an | 1 trim. |
| Entreprises | | | | | | | | | | |
| Crédits d'exploitation | 83,6 | 91,7 | 109,5 | 88,2 | 84,6 | 76,0 | 72,5 | 74,3 | -15,7% | 2,5% |
| <i>Créances commerciales</i> | 12,6 | 9,2 | 12,6 | 17,2 | 6,5 | 6,1 | 6,0 | 7,0 | -59,4% | 17,4% |
| <i>Crédits de trésorerie</i> | 39,1 | 46,9 | 52,9 | 45,2 | 45,9 | 36,8 | 35,8 | 38,5 | -14,8% | 7,6% |
| <i>dont entrepreneurs individuels</i> | 9,3 | 11,2 | 10,1 | 9,1 | 8,7 | 6,6 | 6,7 | 7,1 | -22,1% | 6,5% |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 31,9 | 35,6 | 43,1 | 25,1 | 31,6 | 27,2 | 24,5 | 21,7 | -13,7% | -11,6% |
| <i>Affacturation</i> | 0,0 | 0,0 | 0,9 | 0,6 | 0,6 | 5,9 | 6,2 | 7,1 | n.s. | 14,0% |
| Crédits d'investissement | 174,5 | 268,5 | 345,6 | 355,4 | 355,8 | 332,9 | 353,7 | 352,1 | -0,9% | -0,4% |
| <i>Crédits à l'équipement</i> | 127,3 | 202,9 | 259,3 | 274,3 | 273,2 | 273,8 | 286,2 | 282,5 | 3,0% | -1,3% |
| <i>dont entrepreneurs individuels</i> | 20,6 | 22,5 | 23,1 | 21,5 | 23,3 | 39,0 | 39,8 | 37,8 | 75,6% | -5,1% |
| <i>Crédit-bail</i> | 47,1 | 65,6 | 86,3 | 81,1 | 82,7 | 59,1 | 67,5 | 69,6 | -14,1% | 3,1% |
| Crédits à l'habitat | 563,3 | 574,1 | 624,5 | 677,8 | 704,5 | 679,5 | 685,0 | 699,2 | 3,2% | 2,1% |
| Autres crédits | 27,9 | 3,8 | 3,4 | 3,2 | 3,3 | 3,8 | 4,8 | 4,3 | 35,3% | -9,9% |
| Encours sain | 849,3 | 938,1 | 1082,9 | 1124,6 | 1148,3 | 1092,2 | 1116,1 | 1130,0 | 0,5% | 1,2% |
| Ménages | | | | | | | | | | |
| Crédits à la consommation | 152,5 | 169,0 | 170,8 | 170,2 | 165,7 | 173,5 | 169,6 | 169,5 | -0,4% | -0,1% |
| <i>Crédits de trésorerie (1)</i> | 141,8 | 154,2 | 154,1 | 150,6 | 145,8 | 151,1 | 147,1 | 146,6 | -2,6% | -0,3% |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 5,2 | 6,9 | 7,2 | 7,8 | 7,6 | 9,8 | 9,8 | 9,0 | 15,7% | -7,8% |
| <i>Crédit-bail</i> | 5,4 | 7,9 | 9,5 | 11,8 | 12,3 | 12,6 | 12,7 | 13,8 | 16,4% | 8,9% |
| Crédits à l'habitat | 264,9 | 322,3 | 384,5 | 426,0 | 436,6 | 472,7 | 491,0 | 518,2 | 21,6% | 5,5% |
| Autres crédits | 0,7 | 3,9 | 2,9 | 0,5 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | -84,6% | -15,9% |
| Encours sain | 418,1 | 495,1 | 558,2 | 596,7 | 602,3 | 646,3 | 660,7 | 687,8 | 15,3% | 4,1% |
| Collectivités locales | | | | | | | | | | |
| Crédits d'exploitation | 1,4 | 0,5 | 2,5 | 2,3 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 0,3 | -87,5% | -58,6% |
| <i>Crédits de trésorerie</i> | 1,4 | 0,5 | 2,5 | 1,6 | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | -95,3% | n.s. |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,2 | -71,9% | -68,5% |
| Crédits d'investissement | 232,5 | 255,1 | 300,6 | 358,5 | 355,3 | 368,3 | 357,1 | 364,8 | 1,8% | 2,2% |
| <i>Crédits à l'équipement</i> | 232,4 | 254,7 | 300,1 | 358,1 | 355,0 | 368,0 | 356,8 | 364,6 | 1,8% | 2,2% |
| <i>Crédit-bail</i> | 0,1 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | -42,7% | -10,8% |
| Crédits à l'habitat | 32,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | - |
| Autres crédits | 6,1 | 2,3 | 1,1 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | - | - |
| Encours sain | 272,1 | 258,0 | 304,1 | 361,6 | 356,9 | 369,8 | 358,5 | 365,9 | 1,2% | 2,1% |
| Autres agents | | | | | | | | | | |
| Encours sain | 70,5 | 58,8 | 36,1 | 36,2 | 35,0 | 28,9 | 27,7 | 35,5 | -1,9% | 28,4% |
| Total encours sain | 1609,8 | 1750,0 | 1981,3 | 2119,2 | 2142,3 | 2137,2 | 2163,0 | 2219,2 | 4,7% | 2,6% |
| Créances douteuses brutes | 143,1 | 106,7 | 103,2 | 91,5 | 95,5 | 99,1 | 104,7 | 101,3 | 10,7% | -3,3% |
| Provisions | 91,9 | 76,4 | 64,5 | 62,6 | 63,0 | 64,8 | 65,1 | 63,9 | 2,1% | -1,9% |
| Créances douteuses nettes | 51,2 | 30,3 | 38,7 | 28,9 | 32,5 | 34,2 | 39,6 | 37,4 | 29,4% | -5,6% |
| <i>dont Entreprises</i> | 42,1 | 20,3 | 20,3 | 16,0 | 20,2 | 21,3 | 23,6 | 27,6 | 72,3% | 16,7% |
| <i>dont ménages</i> | 9,0 | 9,5 | 14,9 | 12,2 | 11,7 | 11,0 | 10,0 | 9,5 | -21,9% | -5,6% |
| Total encours brut | 1752,9 | 1856,7 | 2084,5 | 2210,6 | 2237,8 | 2236,3 | 2267,7 | 2320,4 | 5,0% | 2,3% |
| Taux de créances douteuses | 8,2% | 5,7% | 4,9% | 4,1% | 4,3% | 4,4% | 4,6% | 4,4% | 0,3 pt | -0,2 pt |
| Taux de provisionnement | 64,2% | 71,6% | 62,5% | 68,4% | 66,0% | 65,5% | 62,2% | 63,1% | -5,3 pts | 0,9 pt |

(1) les données présentées ne tiennent pas compte de l'arrivée d'un nouvel intervenant sur le marché du crédit de trésorerie

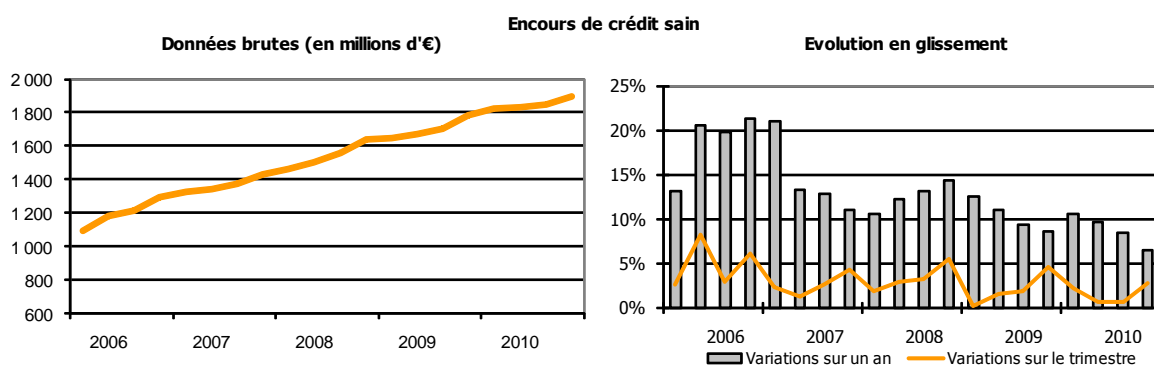


Source : IEDOM, données SURFI

6-2 Les concours consentis par les établissements de crédit implantés localement (ECIL)

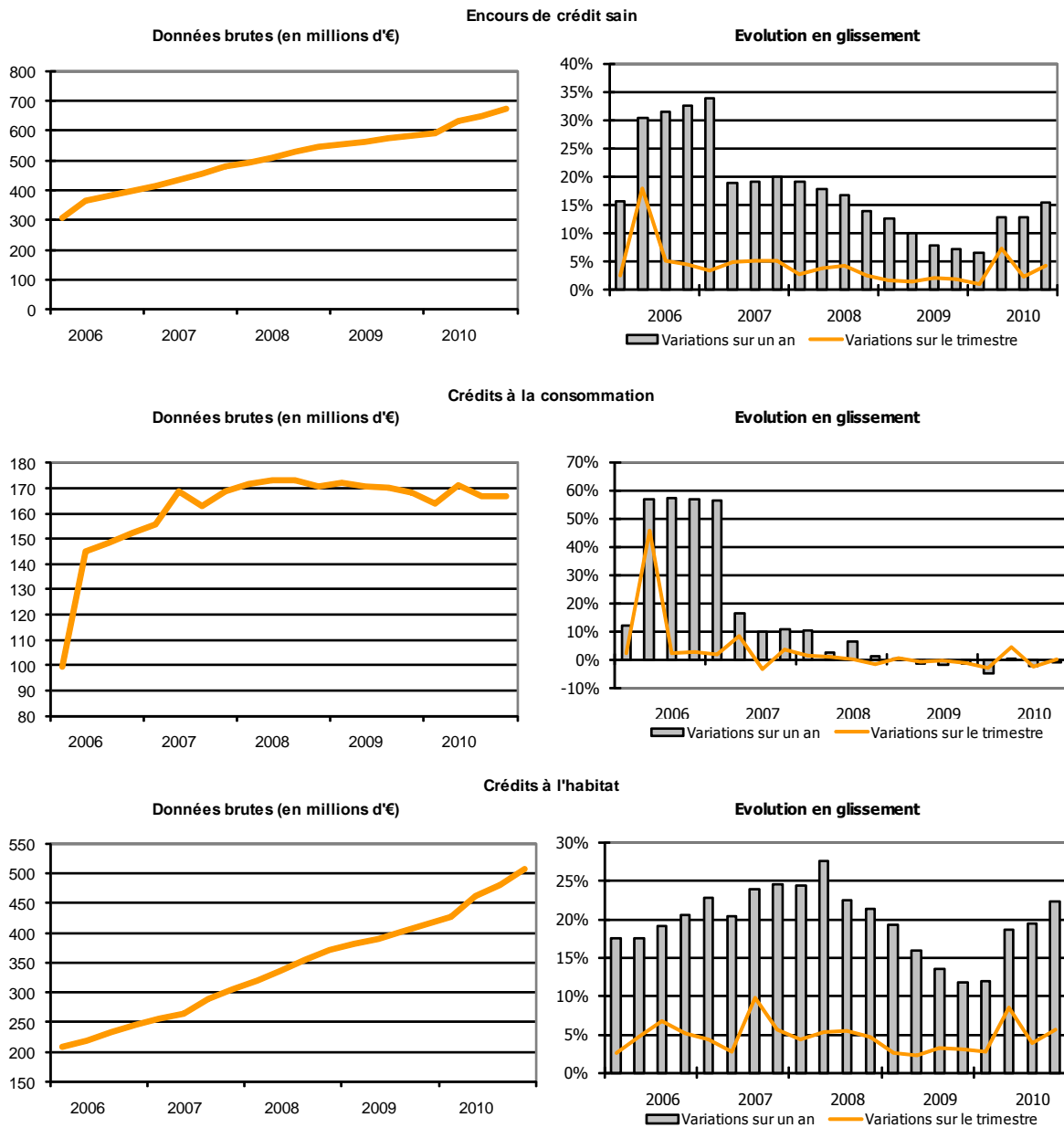
| | Montant en millions d'euros | | | | | | | | Variations | |
|---------------------------------------|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| | déc-06 | déc-07 | déc-08 | déc-09 | mars-10 | juin-10 | sept-10 | déc-10 | 1 an | 1 trim. |
| Entreprises | | | | | | | | | | |
| Crédits d'exploitation | 74,6 | 87,2 | 95,9 | 74,9 | 80,6 | 68,1 | 64,2 | 65,1 | -13,1% | 1,4% |
| <i>Créances commerciales</i> | 7,0 | 7,2 | 8,5 | 8,6 | 6,0 | 6,1 | 5,9 | 6,9 | -20,5% | 15,9% |
| <i>Crédits de trésorerie</i> | 37,1 | 46,2 | 49,3 | 42,3 | 44,1 | 35,3 | 34,3 | 37,0 | -12,5% | 7,8% |
| <i>dont entrepreneurs individuels</i> | 9,2 | 11,2 | 10,1 | 8,9 | 8,5 | 6,4 | 6,5 | 6,9 | -23,2% | 6,0% |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 30,5 | 33,7 | 38,1 | 24,0 | 30,5 | 26,7 | 24,0 | 21,3 | -11,4% | -11,4% |
| <i>Affacturage</i> | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | - |
| Crédits d'investissement | 112,2 | 156,9 | 200,2 | 225,9 | 225,8 | 223,9 | 226,8 | 233,8 | 3,5% | 3,1% |
| <i>Crédits à l'équipement</i> | 93,5 | 139,6 | 183,0 | 207,9 | 208,0 | 206,4 | 210,6 | 214,6 | 3,2% | 1,9% |
| <i>dont entrepreneurs individuels</i> | 10,1 | 11,1 | 13,2 | 12,6 | 12,9 | 27,7 | 27,6 | 25,2 | n.s. | -8,6% |
| <i>Crédit-bail</i> | 18,7 | 17,3 | 17,2 | 18,0 | 17,8 | 17,5 | 16,2 | 19,2 | 6,6% | 18,2% |
| Crédits à l'habitat | 515,1 | 551,8 | 604,4 | 645,2 | 671,9 | 647,5 | 653,3 | 668,4 | 3,6% | 2,3% |
| Autres crédits | 27,9 | 3,8 | 3,4 | 3,2 | 3,3 | 3,8 | 4,8 | 4,3 | 35,3% | -9,9% |
| Encours sain | 729,8 | 799,8 | 903,9 | 949,2 | 981,6 | 943,2 | 949,1 | 971,6 | 2,4% | 2,4% |
| Ménages | | | | | | | | | | |
| Crédits à la consommation | 152,4 | 168,9 | 170,8 | 168,5 | 163,9 | 170,9 | 166,6 | 166,9 | -0,9% | 0,2% |
| <i>Crédits de trésorerie (1)</i> | 141,8 | 154,2 | 154,1 | 148,9 | 144,1 | 148,5 | 144,2 | 144,1 | -3,2% | -0,1% |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 5,2 | 6,8 | 7,2 | 7,8 | 7,5 | 9,7 | 9,7 | 9,0 | 15,7% | -7,7% |
| <i>Crédit-bail</i> | 5,4 | 7,9 | 9,5 | 11,8 | 12,3 | 12,6 | 12,7 | 13,8 | 16,4% | 8,9% |
| Crédits à l'habitat | 245,8 | 306,0 | 371,5 | 415,4 | 426,6 | 462,7 | 481,0 | 508,2 | 22,3% | 5,6% |
| Autres crédits | 0,7 | 3,9 | 2,9 | 0,5 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | -84,6% | -15,9% |
| Encours sain | 399,0 | 478,9 | 545,1 | 584,4 | 590,4 | 633,7 | 647,8 | 675,2 | 15,5% | 4,2% |
| Collectivités locales | | | | | | | | | | |
| Crédits d'exploitation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,2 | -71,9% | -68,5% |
| <i>Crédits de trésorerie</i> | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | - |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,2 | -71,9% | -68,5% |
| Crédits d'investissement | 100,5 | 131,2 | 171,1 | 229,6 | 228,3 | 242,2 | 236,9 | 235,9 | 2,7% | -0,4% |
| <i>Crédits à l'équipement</i> | 100,5 | 131,2 | 171,1 | 229,6 | 228,3 | 242,2 | 236,8 | 235,9 | 2,8% | -0,4% |
| <i>Crédit-bail</i> | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -22,8% | -7,0% |
| Crédits à l'habitat | 32,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | - |
| Autres crédits | 6,1 | 2,3 | 1,1 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | - | - |
| Encours sain | 138,6 | 133,6 | 172,2 | 231,1 | 229,8 | 243,7 | 238,3 | 236,9 | 2,5% | -0,6% |
| Autres agents | | | | | | | | | | |
| Encours sain | 25,0 | 22,5 | 20,7 | 17,5 | 18,6 | 11,6 | 10,5 | 14,7 | -15,8% | 40,6% |
| Total encours sain | 1292,5 | 1434,7 | 1641,8 | 1782,2 | 1820,4 | 1832,2 | 1845,7 | 1898,4 | 6,5% | 2,9% |
| Créances douteuses brutes | 108,3 | 91,2 | 86,9 | 85,7 | 85,3 | 94,2 | 97,3 | 92,8 | 8,3% | -4,6% |
| Provisions | 91,9 | 76,4 | 64,5 | 62,5 | 62,9 | 64,7 | 65,0 | 63,7 | 2,0% | -1,9% |
| Créances douteuses nettes | 16,4 | 14,8 | 22,4 | 23,2 | 22,4 | 29,5 | 32,3 | 29,1 | 25,3% | -9,9% |
| <i>dont Entreprises</i> | 11,1 | 8,7 | 10,2 | 12,5 | 12,3 | 18,5 | 22,2 | 21,0 | 67,7% | -5,1% |
| <i>dont ménages</i> | 5,2 | 6,2 | 12,1 | 10,6 | 10,1 | 11,0 | 10,0 | 7,9 | -25,1% | -20,7% |
| Total encours brut | 1400,7 | 1525,9 | 1728,7 | 1867,9 | 1905,7 | 1926,4 | 1942,9 | 1991,2 | 6,6% | 2,5% |
| <i>Taux de créances douteuses</i> | 7,8% | 6,0% | 5,0% | 4,6% | 4,5% | 4,9% | 5,0% | 4,7% | 0,1 pt | -0,3 pt |
| <i>Taux de provisionnement</i> | 84,9% | 83,8% | 74,2% | 72,9% | 73,7% | 68,7% | 66,8% | 68,7% | -4,2 pts | 1,9 pts |

(1) les données présentées ne tiennent pas compte de l'arrivée d'un nouvel intervenant sur le marché du crédit de trésorerie



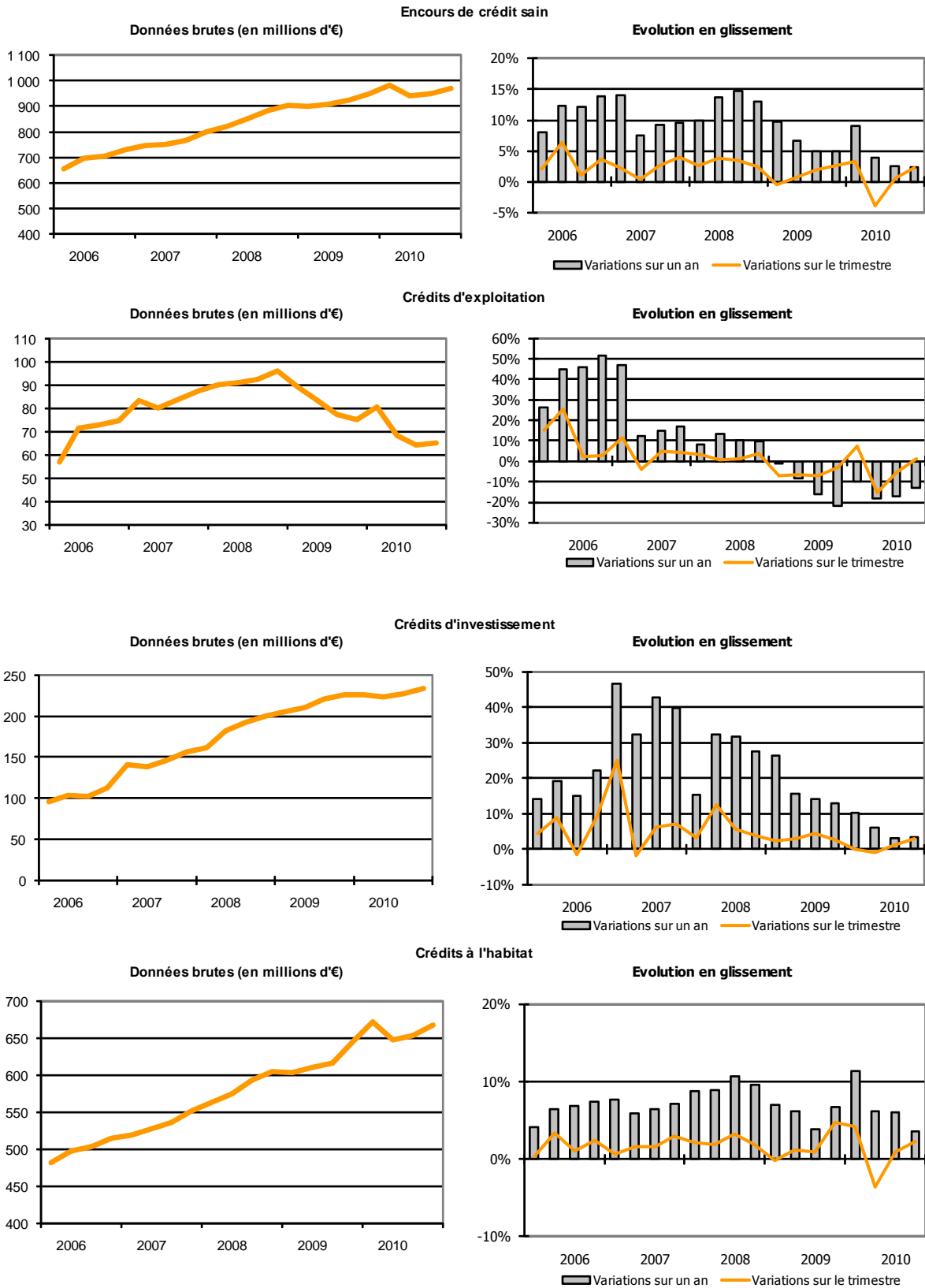
Source : IEDOM, données SURFI

L'endettement des ménages



Source : IEDOM, données SURFI

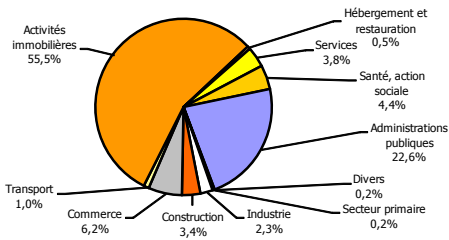
L'endettement des entreprises



Source : IEDOM, données SURFI

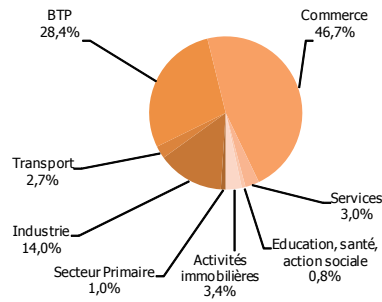
7- Les risques sectoriels⁹

Répartition des risques par secteur au 31/12/2010



Source : SCR de la Banque de France

Répartition par secteur des Incidents de Paiement sur Effets en valeur au 4^{ème} trimestre 2010

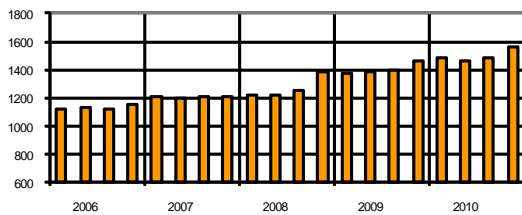


Source : FIBEN

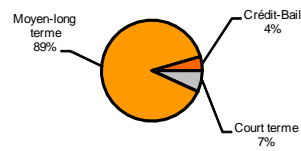
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Ensemble des secteurs

en millions d'€

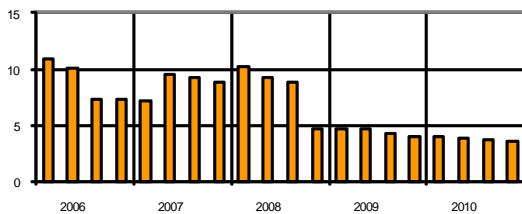


Structure en %

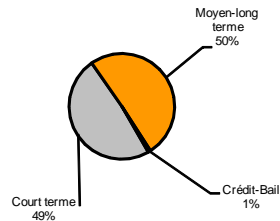


Secteur primaire

en millions d'€

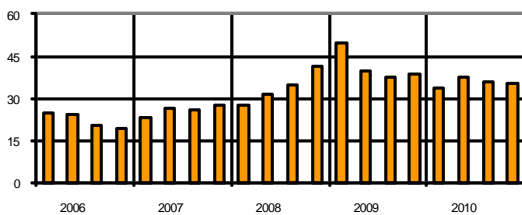


Structure en %

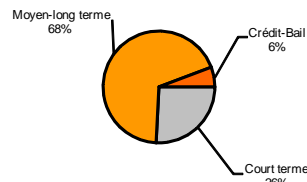


Industrie

en millions d'€

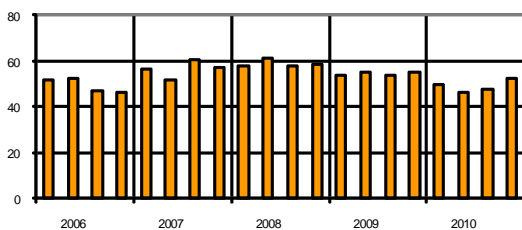


Structure en %

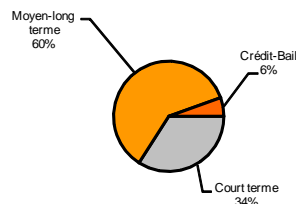


Construction

en millions d'€

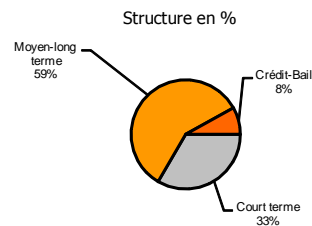
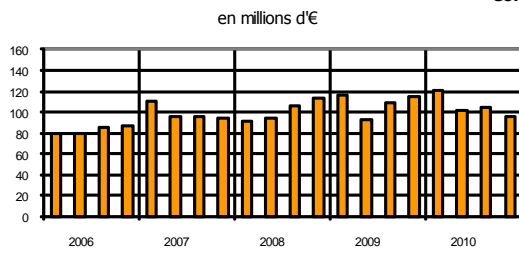


Structure en %

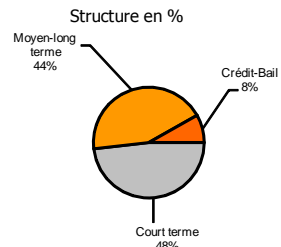
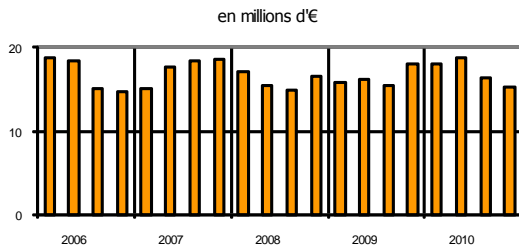


⁹ Seuls les encours mobilisés (les crédits à court terme (CT), les crédits à moyen-long terme (MLT) et les crédits-bails) sont pris en compte dans cette étude. Les encours mobilisables de hors-bilan ne sont pas répertoriés. Les déclarations au SCR peuvent être actualisées par les établissements de crédit pendant un an. Il convient de garder une interprétation prudente de ces données en raison par ailleurs d'un taux de rejets des déclarations non-conformes relativement élevé dans les DCOM. En outre, compte tenu du seuil de recensement (25 k€), les très petites entreprises ne sont pas comprises dans ces bases de données.

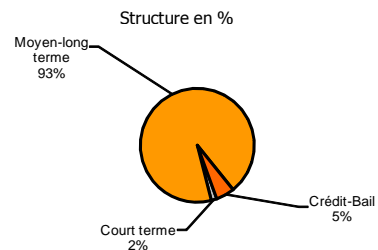
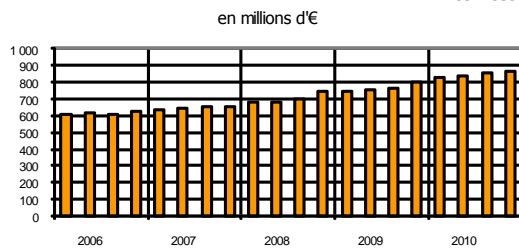
Commerce



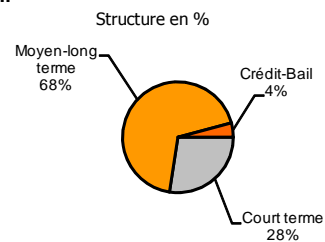
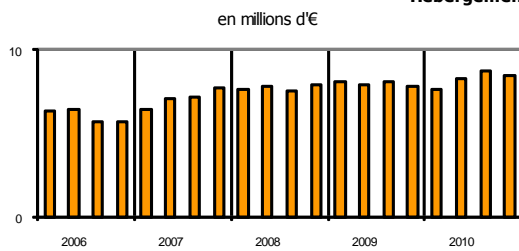
Transport



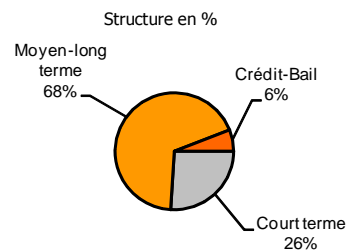
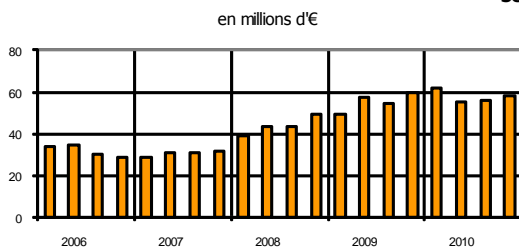
Activités immobilières



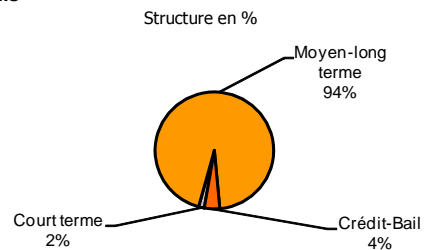
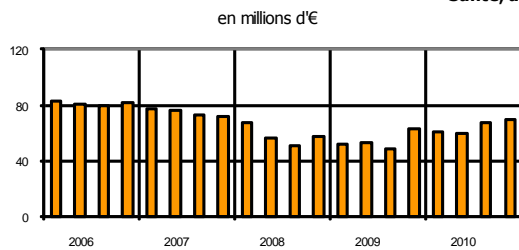
Hébergement et restauration



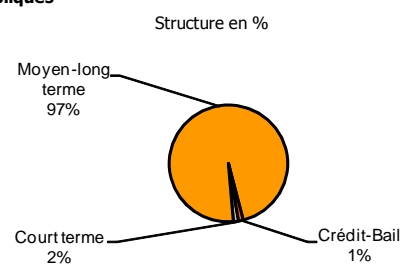
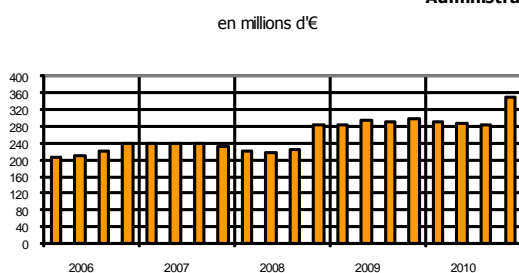
Services



Santé, action sociale



Administrations publiques



8- Rappel des taux

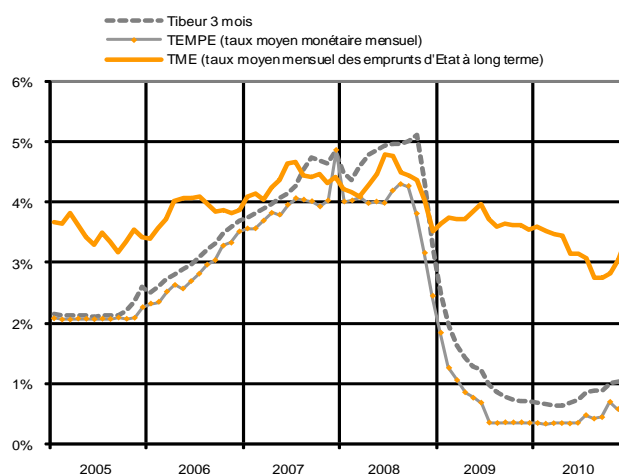
8-1 Taux réglementés

| TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE | |
|---|-------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/09) | 1,00% |
| Taux de la facilité de dépôt (08/04/09) | 0,25% |
| Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/09) | 1,75% |

| TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 2010) | | |
|---|-------|-------|
| Livret A et bleu | LDD | LEP |
| 1,75% | 1,75% | 2,25% |
| PEL* | CEL* | |
| 2,50% | 1,25% | |
| TAUX D'INTERET LEGAL | | |
| ANNEE 2011 (JO du 03/02/11) | | 0,38% |
| ANNEE 2010 (JO du 11/02/10) | | 0,65% |

* hors prime d'Etat

8-2 Principaux taux de marché



8-3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel. L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

| Catégorie | | Plafonds de l'usure applicables sur la période | | | | | |
|---|--|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | 3T2009 | 4T2009 | 1T2010 | 2T2010 | 3T2010 | 4T2010 |
| PARTICULIERS | Prêts immobiliers | | | | | | |
| | - Prêts à taux fixe | 7,01% | 6,72% | 6,57% | 6,29% | 6,09% | 5,60% |
| | - Prêts à taux variable | 7,03% | 6,12% | 5,92% | 5,72% | 5,35% | 5,05% |
| | - Prêts relais | 7,03% | 6,59% | 6,40% | 6,25% | 5,96% | 6,27% |
| | Autres prêts | | | | | | |
| | - Prêts ≤ 524 €(*) | 21,59% | 21,40% | 21,45% | 21,63% | 21,15% | 21,32% |
| - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 524 €(*) | 20,63% | 20,20% | 19,71% | 19,45% | 19,27% | 19,32% | |
| | - Prêts personnels et autres prêts > 524 € | 9,43% | 9,20% | 8,88% | 8,85% | 8,61% | 8,15% |
| ENTREPRISES | - Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament | | | | | | |
| | - Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe | | | | | | |
| | - Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable | | | | | | |
| | - Découvert en compte (**) | 13,45% | 13,16% | 13,21% | 13,33% | 13,39% | 13,59% |
| | - Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans | | | | | | |

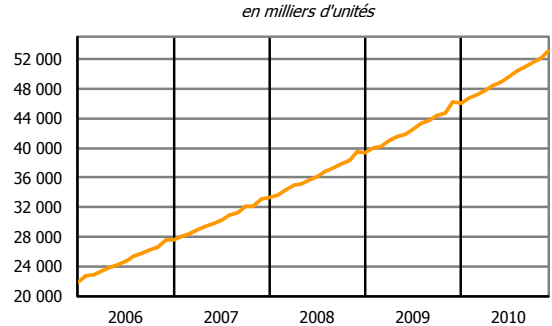
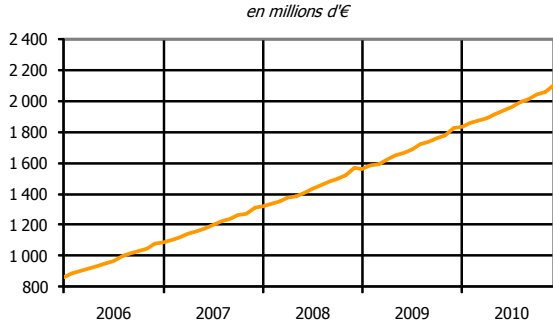
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

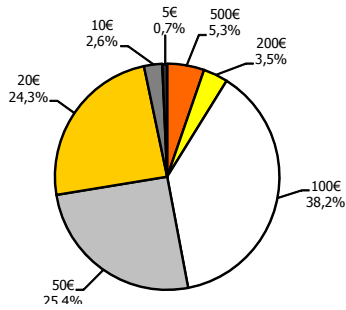
9- Monnaie fiduciaire

9-1 Emission mensuelle de billets euros

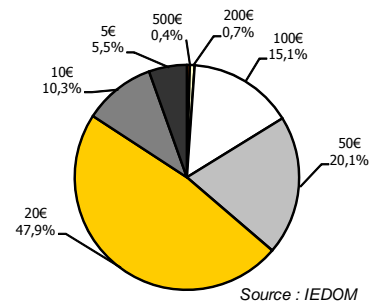
Emissions nettes cumulées de billets



Répartition en valeur



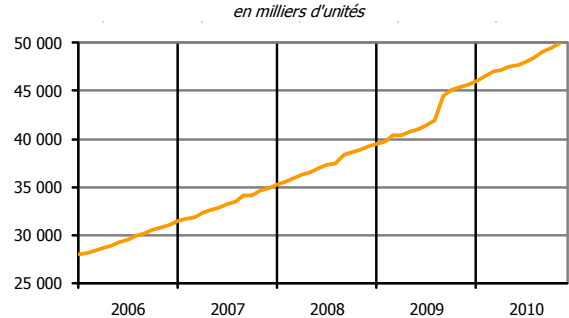
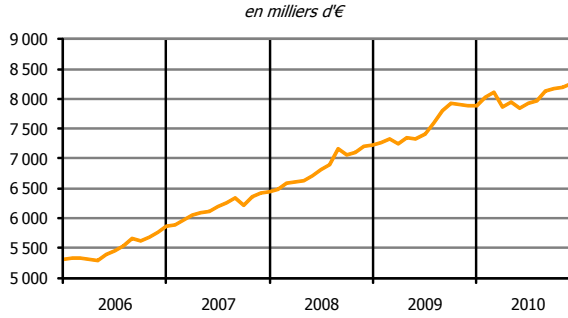
Répartition en volume



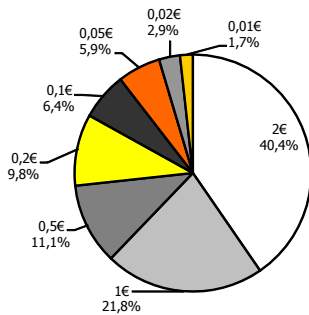
Source : IEDOM

9-2 Emission mensuelle de pièces euros

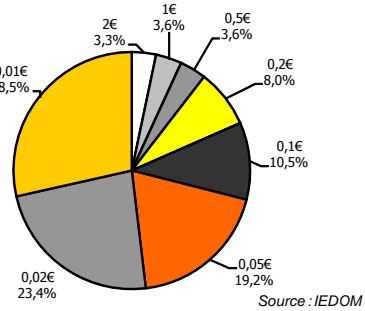
Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition en valeur



Répartition en volume



Source : IEDOM

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Cédric MIORIN

Sandie BOYER

Hervé KAHANE

Jean-Pierre DERANCOURT

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. DE SEZE
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT
Editeur : IEDOM
Achévé d'imprimer en avril 2011
Dépôt légal : avril 2011- n° ISSN : 0296-3116